N° 91 / Juin 2013 1 € (soutien 2 €) lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be / www.litci.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

LCT

PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

À BAS AL-ASSAD!

NON À L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE

TOUT SOUTIEN À LA RÉVOLUTION SYRIENNE!

OUVRIERS-EMPLOYÉS : UNE MÊME LUTTE POUR L'EMPLOI !

CE N'EST PAS NOTRE DETTE! REFUSONS DE LA PAYER!

Pour une vraie gauche syndicale et politique

Depuis fin 2012, dans le contexte de la crise économique et des politiques d'austérité de l'Union européenne, les travailleurs et travailleuses ont du faire face à des réductions des budgets sociaux, à des licenciements massifs, à un blocage des salaires, à la modification de l'index et à l'augmentation des prix... A présent, entre autres attaques, le patronat et son gouvernement s'apprêtent à réduire la durée des préavis de licenciement pour la grande majorité des salarié(e)s.

Les travailleurs et travailleuses ont riposté par des actions, des grèves et des mobilisations partout dans le pays, mais à des rythmes différents. D'abord contre la réforme des pensions, puis contre les licenciements collectifs chez Ford, ArcelorMittal, Duferco et Caterpillar, contre la scission de la SNCB, contre les menaces sur les préavis des employés et de certains ouvriers, sans citer tous les autres conflits sociaux.

Déjà le 14 novembre 2012 marquait la reprise des luttes. Plusieurs centrales, régionales et délégations d'entreprises avaient garanti cette journée de mobilisation, contre l'avis des instances nationales. Les manifestations du 21 février et du 14 mars furent la continuité de cette volonté de se mobiliser de façon unitaire contre les pertes d'emploi et les mesures d'austérité du gouvernement.

Ces mobilisations s'imposèrent aux sommets syndicaux, qui y répondirent de manière limitée, avec des revendications faibles et des mots d'ordre flous, freinant autant que possible l'unification et la radicalisation des luttes, sans jamais impliquer les bases syndicales dans la réflexion sur les suites du mouvement. Ces leaders préfèrent confiner les discussions stratégiques dans de beaux bureaux, loin des assemblées syndicales, pour mieux épuiser la colère de la rue. La lutte pour une harmonisation vers le haut des statuts ouvrier-employé, c'est la lutte pour la défense des postes de travail ! Ces luttes aujourd'hui séparées doivent converger pour renforcer le combat de tou(te)s : ouvriers(-ères), employé(e)s, fonctionnaires, demandeurs(-euses) d'emploi, allocataires sociaux, étudiant(e)s... contre les responsables de la crise : le patronat et le gouvernement.

Le PS s'inquiète

Lors du récent congrès du PS, Laurette Onkelinx remercie la présence d'Anne Demelenne et « ses amis de la FGTB », et elle ajouta que « même dans les moments les plus difficiles, le dialogue n'a jamais été rompu » : « je sais qu'ils nous remercient d'être les boucliers contre le néolibéralisme briseur de vie » (Le Soir, 22/04/13). Mais ce qu'aucune des deux ne dit, c'est que ce néolibéralisme est imposé à la classe travailleuse par le gouvernement actuel : un gouvernement dont le PS est à la tête !

L'importance que le PS donne à la présence de la secrétaire générale de la FGTB s'explique par sa volonté d'éviter ou de limiter les tentatives de création d'une véritable alternative de gauche, comme celle lancée par la FGTB Charleroi-Sud Hainaut et la CNE Hainaut, et de maintenir son contrôle sur la FGTB et le mouvement ouvrier afin de garantir le succès de sa politique : réduire les budgets publics pour payer la dette des banquiers. La collusion PS-FGTB est réciproque : Demelenne ne manque jamais une occasion de saluer l'action d'Onkelinx au gouvernement. Comment le mouvement syndical pourrait-il vaincre l'austérité si son général travaille pour le camp adverse ?!

Construire un front anticapitaliste

Face à toutes ces attaques du patronat et de son gouvernement, nous ne pouvons plus faire confiance aux sommets syndicaux. La seule alternative pour obtenir des victoires est de rompre avec tous les partis au pouvoir, tous ces partis qui siègent au gouvernement fédéral ou régional et qui appliquent des mesures d'austérité au service des patrons, des spéculateurs et des banquiers.

Pour concrétiser cette rupture, il faut construire une alternative politique anticapitaliste. C'est dans ce but que la FGTB Charleroi-Sud Hainaut et la CNE Hainaut ont rassemblé, le 27 avril, plusieurs centaines de délégué(e)s. Cette initiative fut une étape importante dans la construction d'un outil politique, social et syndical capable de porter, haut et fort, des mesures d'urgence anticapitalistes. Celles-ci doivent naître de larges assemblées sur les lieux de travail et d'étude. Elles doivent s'associer à la discussion d'un plan d'action offensif, un plan de coordination et d'extension des luttes au service des besoins quotidiens des travailleurs et travailleuses : préserver l'emploi, sauver les revenus sociaux et stopper l'austérité !

LIT-QI

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 23 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles

Pour une harmonisation des préavis vers le haut!

Ouvriers-employés : une même lutte pour l'emploi !

Période d'essai, vacances annuelles, heures supplémentaires, salaire garanti en cas de maladie, préavis de licenciement, primes d'accompagnement, chômage temporaire,... En bien des aspects, les droits des ouvriers ne sont pas égaux à ceux des employés, souvent au désavantage des premiers. Ces discriminations sont de moins en moins justifiables devant les tribunaux : de plus en plus d'ouvriers venus réclamer justice obtiennent gain de cause. C'est pourquoi la Cour constitutionnelle a ordonné de les faire disparaître. Pour le 8 juillet, la rémunération du premier jour de maladie (le jour de carence, non payé aux ouvriers) et la durée des préavis de licenciement doivent être « harmonisés ».

Mieux protégé(e)s, moins viré(e)s !

Pour la FEB, c'est bien simple : les délais de préavis doivent être minimum voire payés par les cotisations sociales et le jour de carence doit être étendu aux employés. « Moderniser » le droit du travail, c'est le niveler par le bas pour tou(te)s.

Selon la CNE, 7 travailleurs sur 10 risquent d'y perdre en cas de réduction du préavis, car non seulement 57 % des travailleurs sont des employés mais, de plus, de nombreux ouvriers ont déjà réussi à obtenir des préavis équivalents à ceux des employés par convention collective sectorielle. Les femmes en souffriraient particulièrement, elles qui sont majoritaires dans les emplois précaires – les premiers à tomber en cas de restructuration – ainsi que dans les secteurs mal rémunérés des services (soins, ménages, socioculturel, etc.).

En revendiquant une harmonisation vers le bas, les patrons essayent d'obtenir ce qu'ils n'obtiennent pas via la procédure Renault : casser les indemnités de départ que les travailleurs réussissent à arracher. Les multinationales et leurs banquiers n'ont qu'une issue pour sortir de la crise : augmenter leur taux de profit en remplaçant des contrats fixes pourvus de droits par des contrats jetables, moins chers et moins contraignants. Des entreprises comme Caterpillar annoncent ce que beaucoup connaîtront bientôt, avec la nouvelle loi dans leurs mains pour licencier moins cher.

Les métallos, eux aussi, doivent rejoindre la lutte pour que le gouvernement aligne leurs préavis sur ceux des employés, car cette lutte, c'est la lutte pour se protéger des licenciements, c'est la lutte pour l'emploi ! Il faut un rehaussement général des préavis et un statut unique abolissant la division ouvrier-employé dans l'intérêt de la classe travailleuse tout entière.

Le PS mène l'offensive contre les travailleurs

La ministre Monica De Coninck (SP.a), voyant que les organisations patronales ne parvenaient pas à faire passer la pilule aux organisations syndicales, s'est délibérément emparée du dossier pour appliquer plus sûrement les recommandations patronales. Selon la théorie libérale, diminuer les durées de préavis améliorerait la « compétitivité » des salarié(e)s en diminuant le « coût du travail »... ce qui contribuerait à créer de l'emploi. Mais ce gouvernement, loin de dire où, quand et combien de postes de travail va-t-il créer, a déjà décrété des coupes dans les services publics, le gel des salaires et l'augmentation des heures supplémentaires. Ces nouvelles décisions n'auront d'autre but que d'accélérer les mesures d'austérité, tout en laissant les grosses fortunes prospérer à leur aise.

Le gouvernement Di Rupo s'apprête ainsi à frapper une troisième fois les travailleurs : par le licenciement, en refusant de nationaliser les entreprises bénéficiaires pour garantir l'outil et l'emploi ; par la diminution des indemnités de départ, en bradant le préavis des employés ; et par le chômage et la misère, en renforçant la dégressivité et l'exclusion des allocations de chômage.

Lorsque la classe travailleuse a conquis le droit à un préavis « convenable », c'était bien dans l'objectif de permettre au travailleur de vivre en attendant de retrouver un emploi équivalent, compte tenu de son ancienneté, de son âge et de son salaire. En période de montée du chômage, le réflexe serait non pas de diminuer les préavis, mais de les augmenter fameusement ! Si le PS soutient une loi harmonisant les préavis vers le bas, il aura démontré, une fois de plus,

qu'il a fait sien le rêve patronal d'un contrat unique avec licenciement bon marché. La FGTB Charleroi Sud-Hainaut et la CNE Hainaut ont raison : les travailleurs ont besoin d'une alternative anticapitaliste !

Pour une lutte unitaire à la base

Les sommets syndicaux ont négocié de manière séparée les questions de réductions de cotisations sociales patronales, de temps de travail, de salaires et d'harmonisation des statuts, comme si tout cela n'était pas intimement lié, comme si cela ne faisait pas partie d'un même « package » contre les travailleurs. Le 25 avril, la CNE a mené, souvent seule, des actions de blocage dans une centaine d'entreprises et de complexes commerciaux, des barrages filtrants, des arrêts de travail et des assemblées du personnel. La Centrale métallos mène des actions contre les licenciements collectifs séparément. La seule manière de faire triompher ses luttes, c'est d'organiser la solidarité et l'unité de tous les travailleurs, ouvriers et employés, à la base, dans la perspective d'une ou plusieurs grève(s) générale(s), jusqu'à rejeter les plans du gouvernement et du patronat ! Le sommet européen des 27-28 juin s'y prête à merveille. Préparons-nous y !

Dette publique :

Ce n'est pas notre dette! Refusons de la payer!

En février dernier, une cinquantaine d'organisations sociales et politiques ont répondu à l'appel du Comité pour l'Annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) et ont lancé ensemble un collectif pour un audit citoyen de la dette publique en Belgique. La LCT adhère à cette initiative. Voyons pourquoi.

On entend partout dans les médias dire que « nous » nous sommes endettés parce que « nous » avons vécu au-dessus de nos moyens, que « nous » devons « tous » nous serrer la ceinture, que les frais de la sécurité sociale deviendront impayables et qu'il nous faut donc accepter les plans d'austérité des gouvernements de l'Union européenne, en premier lieu pour pouvoir « payer la dette », avant qu'elle nous fasse sombrer dans « la crise » comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne et d'autres pays de l'Europe. Qu'en est-il vraiment ?

D'où vient la crise de la dette publique ?

Les grandes entreprises continuent à produire des marchandises que les gens ne peuvent plus acheter faute de revenu décent. Aux Etats-Unis, elles ont par exemple continué de construire des maisons vendues avec des prêts hypothécaires organisés par les grandes banques. En Espagne, de même. Mais il arrive un moment où de plus en plus de gens ne peuvent plus payer leur prêt. C'est « la crise », de surproduction. Et en 2008, tout cela a finalement éclaté, provoquant un séisme sur les marchés financiers. La bulle spéculative a explosé et des milliards de dollars et d'euros se sont envolés en fumée. Des usines ont fermé et le chômage a atteint des records.

Et alors... ? Il fallait à tout prix « sauver les banques », sauver cette machine infernale du capitalisme qui s'était enrayée. Les gouvernements ont décidé, depuis lors, de prendre en charge cette dette des banques, une dette à payer « solidairement par tous, pour sortir de la crise ». La dette privée des banques devient dette publique. Ceux qui se sont enrichis avec cette spéculation de casino, qui ont amassé du fric avec une production effrénée réalisée par nous, les travailleurs, sans se soucier de nos vrais besoins, en nous exploitant au maximum, mettent en place toutes sortes de mécanismes financiers pour « se sauver ». Ainsi, les Etats vont émettre des obligations, avec une garantie de payement des intérêts – la « dette » – que ces mêmes banques vont acheter avec de l'argent emprunté à la Banque centrale européenne à des taux d'intérêt trois fois inférieurs, et le tour est joué.

Il ne reste plus qu'à convaincre les citoyens que cette « dette », il faut tous la payer, avec des mesures d'austérité « regrettables », bien sûr, mais « nécessaires » pour « sauver le pays ». En fait, il s'agit de sauver les bénéfices des grands capitalistes, et en dernière instance, de sauver le système capitaliste lui-même. C'est un moyen pour transférer la richesse produite par les travailleurs vers une petite minorité qui, encore aujourd'hui, ne souffre pas de la crise. En Belgique, 1 % de la population, la plus riche, détient autant que les 60 % les plus pauvres.

En Belgique, que se passe-t-il avec la dette publique ?

Après des années de politiques néolibérales et d'assainissement des finances publiques, la dette publique avait fortement baissé, mais elle est brutalement remontée à partir de 2007, de 84 % à 100% du PIB (voir encadré 1). L'augmentation récente de la dette est due principalement à trois facteurs :

a) le sauvetage des banques (Fortis, KBC, Ethias et DEXIA) par l'Etat (26 milliards d'euros) ;

b) des politiques fiscales injustes (très peu de taxes et d'impôts aux entreprises et aux grosses fortunes, et de nombreux cadeaux fiscaux, intérêts notionnels et autres, qui représentent 20 milliards d'euros de manque à gagner pour l'Etat chaque année (CADTM, chiffres de 2010) ;

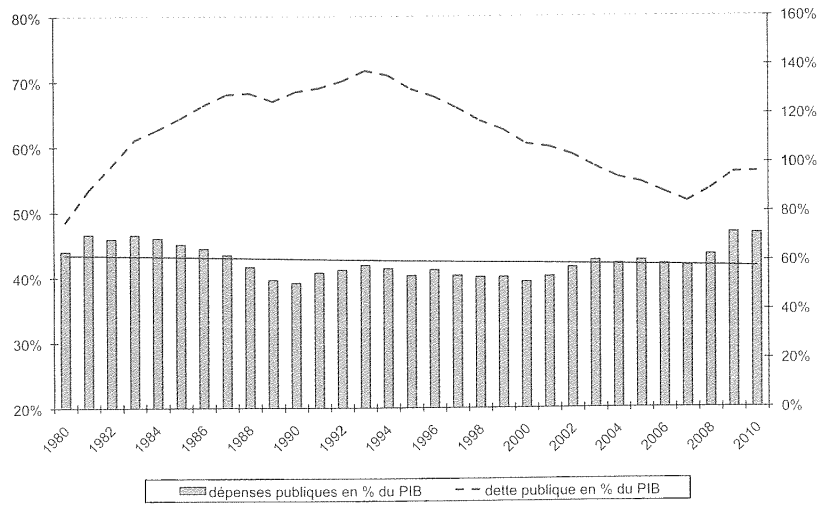
c) la crise économique (diminutions des recettes et augmentations des frais publics, dont les intérêts de la dette).

Du jour au lendemain, l'Etat a accepté de prendre en charge les dettes de ces banques privées. En un weekend, le gouvernement en affaires courantes a débloqué 4 milliards pour Dexia ! Et cela s'est fait sans questionnement ni conditions aux banques et à leurs pratiques douteuses... et sur le dos de la population, qui n'a pas été consultée. Cependant, les responsables de la crise demeurent impunis et en sortent même renforcés.

La dette, prétexte pour les plans d'austérité

Pour contrer la crise de la dette, les gouvernements lancent des plans d'austérité pour réduire les budgets sociaux et les services publics, contre les populations déjà précarisées par la crise. Ils le font grâce au diktat des institutions européennes, toujours promptes à renforcer les mécanismes de l'Europe du Capital au bénéfice des transnationales et des marchés financiers. Ce processus renvoie toute l'économie dans une récession généralisée. La dette, c'est un choix politique. Sous fond de crise économique, elle sert de prétexte à l'installation des plans d'austérité pour en finir avec les droits conquis par les travailleurs et la population à travers le modèle d'Etat-providence : des droits acquis de haute lutte après la Deuxième Guerre mondiale. Depuis la création

Évolution des dépenses et de la dette publique en % du PIB



de l'Union européenne, ces droits furent peu à peu rabotés, diminués.

Nous dénonçons les conséquences catastrophiques de cette politique, en particulier pour les secteurs plus précaires : les femmes et les jeunes, qui doivent assumer davantage le soin aux personnes âgées ou dépendantes, vu le recul des services sociaux, et qui restent les premières victimes du chômage. La réforme des allocations de chômage va exclure 27.000 personnes à partir du 1er janvier 2015, pour une économie budgétaire de 51 millions d'euros...

La spirale de la dette

Pour faire face à l'augmentation de la dette publique, l'Etat a décidé de faire **plus d'emprunts** et a donc **plus d'intérêts** à payer. Ceci entraîne encore **plus d'emprunts** pour payer le service de la dette (intérêts et capital), parfois à ces mêmes banques qui ont été sauvées. Quand le pays fragilisé ploie sous le poids de la dette, les **intérêts** deviennent encore plus élevés, et les nouveaux créanciers (UE, FMI) conditionnent les crédits à des **plans de privatisations et de restructurations des finances publiques** (plans d'austérité). L'endettement se transforme donc en une spirale vers le bas, pour les économies plus faibles, au bénéfice du grand capital qui s'enrichit sur le dos des populations locales. Il faut donc stopper ce système, et pour cela, collectivement refuser le paiement de la dette et des intérêts.

Les propositions

Il est faux de dire que la sécurité sociale et le chômage ont provoqué l'augmentation catastrophique de la dette publique, vu que le coût des dépenses publiques est resté stable depuis 30 ans (43% du PIB). Ce n'est pas de la responsabilité de la classe travailleuse et de la population pauvre. La dette n'a pas servi à l'ensemble de la collectivité ni à améliorer nos conditions de vie. Par conséquent, nous n'avons pas à la payer ! C'est la dette des banques et des financiers, c'est à eux de se responsabiliser !

Le CADTM propose de réaliser un audit de la dette publique, c'est-à-dire *« une enquête approfondie, transparente et démocratique, pour faire la lumière sur l'endettement de la Belgique et distinguer la part que la population doit réellement rembourser »*. Leur objectif est de voir quelle est la part légitime et illégitime de la dette, quelle part correspond aux sauvetages des banques et autres avantages fiscaux offerts aux gros capitaux... Pour nous, il ne s'agit ni d'une discussion intellectuelle basée sur l'analyse des documents européens ou juridiques, ni d'une discussion d'experts et de comptables qui vont calculer ce qui conviendrait ou pas de payer. Il ne s'agit pas d'un problème moral (« il faut payer ses dettes !»), mais bien d'un problème de classe : qui est responsable de la dette, qui a profité de la dette, qui s'est enrichi grâce à la dette ? C'est la classe au pouvoir, la bourgeoisie et le grand capital ! On ne peut faire peser le poids de la dette sur l'ensemble de la population qui, elle, n'en a pas profité, mais en subi tous les jours les conséquences.

Par ailleurs, il est clair que le service de la dette (intérêts + refinancement), cette gigantesque machine à redistribuer à l'envers (des pauvres vers les riches), n'est pas tenable. La dette ne sera pas diminuée sans une solution politique. Pour nous, cette solution est de refuser de payer la dette publique, socialement injuste et illégitime. De manière immédiate, il faut suspendre tout paiement de la dette, pour répondre aux besoins les plus urgents de la population. Si l'Etat arrêtait de payer la dette et les intérêts (annuellement de 40 à 45 milliards d'euros), il pourrait dégager de l'argent à court terme pour répondre à l'urgence sociale : augmenter les pensions, avoir des fonds pour la sécurité sociale, une politique d'emplois qui permettent de stopper le chômage, reconstruire une société de chemins de fer unique, développer une sidérurgie intégrée 100 % publique, etc.

Pas de recyclage des dettes des pays du Sud !

Comme le mentionne l'appel du CADTM, il s'agira de ne pas oublier les créances de la Belgique vis-à-vis des pays du Sud et d'obtenir l'application du point de l'accord gouvernemental de 2011 qui stipule : *« concernant les créances à l'égard de pays du Sud, le Gouvernement réalisera l'audit des dettes et annulera en priorité les dettes contractées au détriment des populations »*. Mais il faut aller plus loin : comme pays créancier, la Belgique doit annuler unilatéralement les dettes extérieures des pays du Sud et ne pas les renégocier sous le couvert trompeur de programmes de « conversion de dettes » ou autres.

Nettoyeurs de la SNCB:

La sous-traitance détruit le secteur public

La direction « Stations » de la SNCB Holding a commencé à sous-traiter le nettoyage des grandes gares bruxelloises à la société GOM depuis 2008. Celle-ci avait sous-traitée elle-même cette activité à une autre entreprise: Local Cleaning. Au bout de la chaîne, les nouveaux nettoyeurs travaillaient désormais sept jours sur sept, sans jour de repos, de 22 heures à 6 heures du matin. Ils ne recevaient pas de primes de nuit ni les primes de week-end, pas de congé maladie ni de congé payé. Ils endossaient un statut d'indépendant afin d'éviter à leur employeur d'avoir à débourser des cotisations sociales. Ce que l'on appelle des « faux indépendants ». Pour pouvoir imposer ces conditions de travail dégradantes, Local Cleaning faisait appel à des travailleurs roumains en situation précaire et vulnérable, ne connaissant pas ou peu les langues nationales, ne connaissant au départ pas leurs droits ni les organisations syndicales.

Sous-traiter pour contourner le statut

Comme dans beaucoup d'autres cas dans le chemin de fer et dans les marchés publics, la direction Stations sous-traite pour réduire ses coûts en personnel, sans se soucier et en se déresponsabilisant des conditions de travail qu'ils savent bien inhumaines. Pour le marché du nettoyage des gares de Bruxelles, le contrat avec GOM s'est conclut pour 660.000 € HTVA. Tandis que selon les conventions collectives la Centrale Générale (CG) de la FGTB estimait le coût minimum à 1.170.000 € HTVA. La sous-traitance est un moyen utilisé pour contourner ici le statut des cheminots, pour contourner la réglementation de la SNCB et détruire le service public. Il est parfois difficile pour les cheminots qui voient leur travail repris par ces étrangers à se solidariser avec eux, mais c'est bien la seule voie qui pourra permettre de relever les conditions de travail à la hausse, dans l'intérêt de tous les travailleurs du rail, quel que soit leur employeur. D'ailleurs les firmes sous-traitantes sont un danger pour le bien-être au travail de tous : à Anvers un employé SNCB s'est gravement blessé suite au manque de mesures de sécurité de la firme de nettoyage.

Des victoires issues de la lutte

A partir de 2011, les nettoyeurs eux-mêmes se sont organisés pour dénoncer publiquement les abus, appuyés par les syndicats du nettoyage et du chemin de fer. Une conférence de presse de la Centrale Générale, une pétition sur Internet contre ce dumping social, un préavis de grève de la CGSP Cheminots du district Sud-Ouest contre cette sous-traitance dans leur région, la pression sur la direction par la Régionale de Bruxelles et la médiatisation de toute cette problématique de la sous-traitance ont obligé la direction Stations à s'engager, fin 2012, à exécuter le nettoyage dans les 37 grandes gares du pays par son propre personnel (statutaires et contractuels), sans intervention d'entreprises de nettoyage privées. Pour un total de besoins en personnel supplémentaire de 136 équivalents temps plein ETP, il sera fait appel pour fin 2013 au personnel disponible du Groupe SNCB (20 ETP), complété par des recrutements externes sur une base contractuelle (dont certains via Actiris). Ces promesses d'engagements pris par de la direction ne sont pas le fruit de sa soudaine bonté, ils ont clairement été une victoire et le fruit des plaintes des nettoyeurs indépendants eux-mêmes et de la courageuse lutte de leurs collègues et syndicalistes.

Une pétition pour le réengagement des nettoyeurs

Bien que que ces écrits formels de la direction soient très bien, nous craignons pour l'avenir des nettoyeurs précaires. A Bruxelles, 4 mois plus tard sur le terrain, les sociétés privées sont toujours actives. Les sept nettoyeurs roumains des gares bruxelloises n'en ont encore aucune nouvelle, mais ils craignent de perdre leur boulot. Pire, après y avoir travaillé tous les jours pendant cinq ans, ils risquent de ne pas être réengagés si les contrats passent via Actiris. Imaginez dans quel état serait la gare centrale si le nettoyage ne se faisait pas quelques jours... Nous estimons qu'il serait normal que la direction SNCB reconnaisse leurs années de travail dans des conditions digne du 19ème siècle afin de garder propre les gares, et qu'elle les réengage avec un contrat ou le statut cheminot.

Nous lançons un appel aux cheminots et aux usagers à signer la pétition pour demander leurs engagements dans les nouveaux contrats en bonne et due forme. Ces nettoyeurs sont les travailleurs les plus précaires du rail, c'est notre futur à tous si nous ne faisons rien. Nous vous appelons aussi à vous assurer vérifier que les syndicats continuent à garantir les promesses de la direction Stations en mobilisant si nécessaire. Si la direction de la SNCB montre qu'elle veut réengager les nettoyeurs, l'image de la SNCB en bénéficiera.

N'hésitez pas à nous demander le texte de la pétition en écrivant à l'adresse lct.cwb@gmail.com.

Chypre:
Le vrai visage de l'euro

Manuel Afonso, militant du MAS – section portugaise de la LIT-QI

Manifestation chypriote contre l'austerité

Chypre, une petite île de moins d'un million d'habitants, fait la Une des journaux en Europe et dans le monde. Il ne s'agit pas de ses plages, ses températures douces et ses eaux claires, mais des mesures de guerre économique que la Troïka a lancées sur le pays.

Dans la nuit du 15 mars, l'Eurogroupe – la réunion des ministres des Finances de la zone euro – a lancé un vrai Blitzkrieg sur ce pays. Comme condition pour l'octroi d'un paquet « d'aide » de 10 milliards d'euros à Chypre, dont le système financier avait été durement touché par les négociations de la dette grecque, une « taxe sur les comptes en banque », d'une valeur de 5,8 milliards d'euros, fut exigée. Le samedi 16 au matin, contrairement à ce qui se passe d'habitude, les banques chypriotes n'ont pas ouvert. Les guichets étaient fermés et les retraits d'argent limités afin de permettre le prélèvement d'une « taxe » de 9,9 % sur les dépôts au-dessus de 100 000 euros et de 6,7 % sur les autres. Au moment de la rédaction de cet article, plus de dix jours plus tard, les banques chypriotes étaient toujours fermées, sans date d'ouverture prévue.

L'attaque contre Chypre a montré le vrai visage de la monnaie unique et de ce que Merkel et ses sbires sont prêts à faire pour se sauver... toujours avec une bonne excuse : si l'austérité dans les pays actuellement sous intervention serait justifiée par « la paresse des gens du Sud » ; dans ce cas-ci, le pillage serait légitime du fait que Chypre est un paradis fiscal plein de capitaux russes d'origine douteuse. Mais les plus grands offshores européens, qui regorgent de capitaux russes, se trouvent en Angleterre ; et la city de Londres n'a fait l'objet d'aucune mesure de ce genre. Les paradis fiscaux sont maintenus et encouragés par les banques de tous les pays. Ils ont servi à des détournements colossaux, comme ce fut le cas de la Banque Portugaise d'Affaires (BPN), à travers l'Europe. En réalité, Chypre est la plus récente victime du processus de colonisation du sud de l'Europe, mené par la BCE et le FMI, au service de l'Allemagne, des financiers européens et américains et de leurs disputes géopolitiques avec l'oligarchie russe.

L'Europe étonnée par le spectre chypriote

La décision prise unanimement par l'Eurogroupe [...] montre jusqu'où veulent aller les puissances centrales et leurs valets de la périphérie, dont le gouvernement du PSD/CDS au Portugal, pour sauver la monnaie unique. Le plan de la Troïka se révèle ainsi crûment : transférer la richesse des pays visés par l'intervention vers les créanciers internationaux – la banque. Quand le temps manque pour opérer des réductions de salaire et des hausses d'impôt, la Troïka va directement aux comptes d'épargne. A partir de cette décision fatidique de l'Eurogroupe, la menace du pillage forcé de l'épargne a commencé à planer sur les pays faisant l'objet d'une intervention. Les ministres des finances européens affirment que Chypre est un cas unique, comme ils le disaient déjà de la Grèce.

L'Europe s'indigne et la Troïka fait marche arrière

Une mesure de cette nature ne pouvait manquer de provoquer une onde de choc largement incontrôlable. L'indignation et la peur ont envahi toute l'Europe. Les ministres de plusieurs pays ont été appelés à rendre des comptes ; des dirigeants que l'on ne pourrait soupçonner d'être contre l'austérité, comme Cavaco Silva, ont manifesté leur consternation ; la confiance dans le système bancaire a été ébranlée, non seulement parmi les travailleurs mais aussi parmi les petits et moyens entrepreneurs et investisseurs. La Russie, soucieuse de préserver son capital et sa position à Chypre, a haussé le ton. Gazprom, la multinationale qui contrôle le gaz naturel russe, a proposé de payer la rançon chypriote et l'Eglise orthodoxe du pays s'est dite prête à hypothéquer ses biens pour payer la dette.

Le Parlement chypriote, s'appuyant sur ce mouvement et essayant de rester politiquement à flot, fit une chose inédite : il rejeta à l'unanimité la mesure de la Troïka. Le gouvernement refusa de toucher aux comptes inférieurs à 100 000 euros. En moins de 48 heures, la Troïka fut contrainte de faire marche arrière. Elle ne le fit que partiellement, mais ce fut significatif. Malgré la mollesse de la position du Parlement chypriote, qui malgré tout acceptait l'intervention sur le pays et ses banques, ce fut une claque dans un gant de velours non seulement à Bruxelles et Berlin, mais aussi aux gouvernements de Lisbonne, de Dublin, d'Athènes et de Madrid. Il est devenu clair que ce n'est pas rejeter l'action de la Troïka qui plonge le pays dans le chaos, mais l'accepter.

Après plus de dix jours, les banques n'ont pas ouvert leurs portes ni les Chypriotes abandonné la rue. Et la Troïka et l'Eurogroupe, qui ont essayé de façon ridicule de se laver les mains comme si de rien n'était, ont perdu des plumes en faisant marche arrière. Tout indique que les comptes en dessous des 100 000 euros seront, pour l'instant, intouchables, et qu'en

compensation, les comptes au-dessus de 100 000 euros seront « taxés » à 30 %. L'euro a tremblé et s'est fragilisé, mais il est loin de tomber. La monnaie unique est de plus en plus le Deutschemark étendu à toute la zone euro. Et Merkel va se battre, et y mettre le prix s'il le faut, comme le fait actuellement la BCE, pour maintenir l'euro.

Les leçons provisoires de la tragédie chypriote

Le mythe « l'euro ou le chaos » a été mortellement blessé. Les partisans de la monnaie unique et tout ceux qui croient en ses vertus, à droite comme à gauche, puisaient leurs arguments dans la menace du chaos financier, qui résulterait d'une sortie de l'euro des pays sous intervention, pour défendre le paiement des dettes dites souveraines et les mesures d'austérité consécutives. Pour de nombreux économistes et politiciens, la sortie de l'euro était synonyme d'un scénario similaire à celui vécu en Argentine en 2001 : les banques, à guichets fermés, prises d'assaut ; le système financier en faillite ; la fuite des capitaux et la ruine de l'épargne. Pourtant, c'est ce qui se passe en Chypre aujourd'hui, non parce qu'elle veut sortir de l'euro, mais bien parce qu'elle veut y rester. La décision du Parlement chypriote montre que le rejet des mesures de la Troïka est le seul moyen d'imposer la volonté du peuple aux créanciers et de sauvegarder la souveraineté nationale. En réalité, la position du Parlement chypriote n'est qu'un aperçu, encore trop petit, du courage nécessaire pour affronter l'Allemagne et les créanciers ; mais ce fut suffisant pour laisser loin derrière les « bons élèves » qui préparent le naufrage du Portugal.

C'est à Chypre, plus fragile et plus exposé, qu'incombait le rôle de montrer l'avenir réservé aux pays périphériques de l'euro. Les mesures d'urgence nécessaires pour résoudre la situation à Chypre sont similaires – en dépit de toutes ses spécificités – à celles qui peuvent empêcher le Portugal, la Grèce, l'Espagne ou l'Italie de devenir de nouveaux protectorats économiques. Nous devons rejeter les plans de la Troïka et suspendre le paiement de la dette extérieure, afin de disposer des fonds pour payer les salaires et créer des emplois. Un audit de la dette est nécessaire : il faut juger et arrêter les politiciens qui l'ont crée. Ces mesures de sauvetage des travailleurs et des peuples mènent nécessairement à la sortie de l'euro. La seule issue est de revenir aux monnaies nationales, de récupérer la souveraineté nationale et d'établir des relations économiques et commerciales solidaires et équitables entre les pays du Sud. Toute négociation avec les créanciers ne peut être envisagée que sur la base de ce projet. Une négociation qui n'est pas au service des gens conduit toujours à l'austérité et la subordination.

Swissport : Une victoire de la base contre une multinationale !

Durant cinq jours les bagagistes de la société multinationale Swissport ont fait grève pour exiger des conditions de travail décentes. Ils n'ont pas cédés face à la direction, ni face aux intimidations de toutes parts, grâce à leur combativité et à la solidarité de leurs collègues.

Le contexte

Avec Aviapartner, Swissport détient le monopole du chargement et déchargement des avions à l'aéroport de Bruxelles-National. Il s'agit d'une multinationale suisse présente dans 38 pays et dont le chiffre d'affaire s'élevait à 1,5 milliards d'euros en 2012 (Swissinfo.ch, 21/02/2013). A Bruxelles, elle a comme principal client Brussel Airlines, qui assure 30% du trafic de l'aéroport.

Les travailleurs ont arrêté spontanément le travail, le dimanche 12 mai en soirée, lorsqu'on leur a imposé, une fois de plus, de décharger 1,5 tonnes de bagages et de marchandises à deux travailleurs seulement. Cette nouvelle violation de la Convention Collective de Travail (CCT) fut la goutte qui a fait débordé le vase. Ouvriers et employés ont débrayé, ensemble, contre l'attitude agressive de la direction qui, ces derniers mois, augmentait toujours plus la charge de travail, au mépris de la CCT. Alors qu'auparavant l'équipe prévue pour un tel déchargement était de quatre ouvriers, ceux-ci n'étaient plus que trois, voire deux. Le ras-le bol venait aussi des horaires coupés qui imposent une vie impossible aux travailleurs – de 6 à 11h puis de 18 à 21h ! – sans parler des contrats temporaires et du non respect des périodes de vacances. Ajoutez à cela une ambiance détestable de pression constante sur les travailleurs et vous comprenez pourquoi les syndicats avaient déjà déposé un préavis de grève pour début mai.

Dès le lundi, les délégations syndicales d'ouvriers et d'employés se sont mises d'accord sur un cahier de revendications commun. Elles ont refusé de négocier séparément et ont informé ensemble les travailleurs de l'état de la situation. Leurs collègues de Swissport Cargo ont refusé de prendre en charge leur travail, ce qui a renforcé la grève. Les syndicats d'Aviapartner ont même distribué un tract de solidarité, soutenant les revendications des grévistes (Solidaire, 23/05/2013). Le mardi, après deux jours de grève, 7% des vols ont dû être annulés au départ de l'aéroport..

Des négociations aux menaces

Dès le lundi, les négociations débutent entre représentants des trois syndicats et de la direction de Swissport. Ces négociations difficiles se poursuivent du lundi au mercredi, sans rien donner. Mercredi midi, syndicats et patronat sont convoqués au cabinet de la ministre et un protocole d'accord est signé dans la soirée. Selon le secrétaire adjoint du Setca,

ce n'est pas l'accord souhaité... « Mais bon, cela, on ne l'a jamais. Une série de promesses ont été immédiatement mises en œuvre comme la suppression des équipes de deux ouvriers. Il y a aussi des promesses à long terme. » (L'écho, 16/05/2013) Mais le jeudi matin, en assemblée, la majorité des travailleurs refusent ce protocole d'accord, car eux ne veulent pas se contenter de promesses. Ce n'est pas qu'ils souhaitent continuer à se mettre la population à dos, déjà rameutée par la presse qui n'en finit plus de montrer le « calvaire des voyageurs » et le « scandale des 20.000 bagages entassés » dans les entrepôts. Non, ils veulent seulement que leur grève serve à améliorer réellement leurs conditions de travail, qu'elle mène à un acquis solide.

A ce stade de la grève, les bases syndicales ont repris la main et la lutte se durcit. Le camp patronal attaque : Brussels Airlines « évalue sa collaboration avec Swissport » (Belga, 16/05/2013) et menace de changer d'opérateur, ce qui annoncerait une restructuration du bagagiste qui perdrait son plus gros client. Le secrétaire d'Etat à la mobilité sort alors un communiqué de presse : il réquisitionne le matériel de Swissport et menace d'astreintes les grévistes. Il semble que le gouvernement réponde à l'appel du président du MR, qui parlait la veille d'un « conflit social qui s'envenime et qui prend des proportions intolérables » et rappelait le gouvernement à l'ordre : « Il est urgent que ce conflit social soit géré par les autorités du pays. » Message reçu 5 sur 5. A la sortie de l'assemblée annonçant les astreintes, c'est le désespoir et la colère. Du côté des travailleurs, les délégués syndicaux d'Aviapartner déclarent qu'ils n'accepteront pas de situations potentiellement dangereuses sur le tarmac et qu'ils arrêteraient le travail si nécessaire (Solidaire, id.). Face à cette nouvelle escalade, le grand patron (CEO) de Swissport débarque et négocie rapidement un accord avec les syndicats, en s'engageant personnellement à le respecter. Les négociateurs syndicaux retournent alors vers leurs bases avec, cette

Grève à l'aéroport de Bruxelles-National

fois, des acquis concrets : respect de la CCT, pas de série de plus de 300 bagages par travailleurs lors du chargement des chariots, et, en prime, des excuses de la part du CEO pour les « erreurs du management belge » ! Dans la foulée, la FGTB (UBOT) annonce que « la grève ne sera plus soutenue demain »(L'Echo, id.). Et le jeudi, le travail reprend à 16h30.

Une victoire de la base face aux patrons et au gouvernement

Malgré la touchante sortie de Monica De Coninck au Parlement, qui évoquait les conditions de travail des bagagistes, le gouvernement nous a montré dans ce conflit sa véritable nature. L'Etat n'a pas simplement choisi son camp, comme le laisse entendre les auteurs d'une carte blanche reproduite dans Solidaire *: « Mais ce qui est surtout sans précédent et inacceptable, c'est le fait qu'un secrétaire d'État, a fortiori le gouvernement, se soit rangé aussi ouvertement du côté d'une des parties impliquées dans un conflit, l'employeur. [...] En effet, [les autorités] ne représentent, de toute évidence, aucune des parties.* » Pour nous, c'est clair : l'Etat est dans le camp des patrons.

Cette grève le montre bien. Quand la lutte dépasse le schéma classique « négociation – reprise du travail avec peu d'acquis et beaucoup de promesses » et qu'elle se durcit, le gouvernement soutient directement le patronat, car « les autorités » ne sont pas neutres mais garantissent l'intérêt des grosses sociétés, ou, si l'on préfère, « la liberté de commerce » contre la santé des travailleurs. De plus, les tribunaux s'immiscent régulièrement dans les conflits sociaux pour menacer et intimider les grévistes, ce qui valut à la Belgique d'être condamnée par le Comité européen des Droits sociaux.

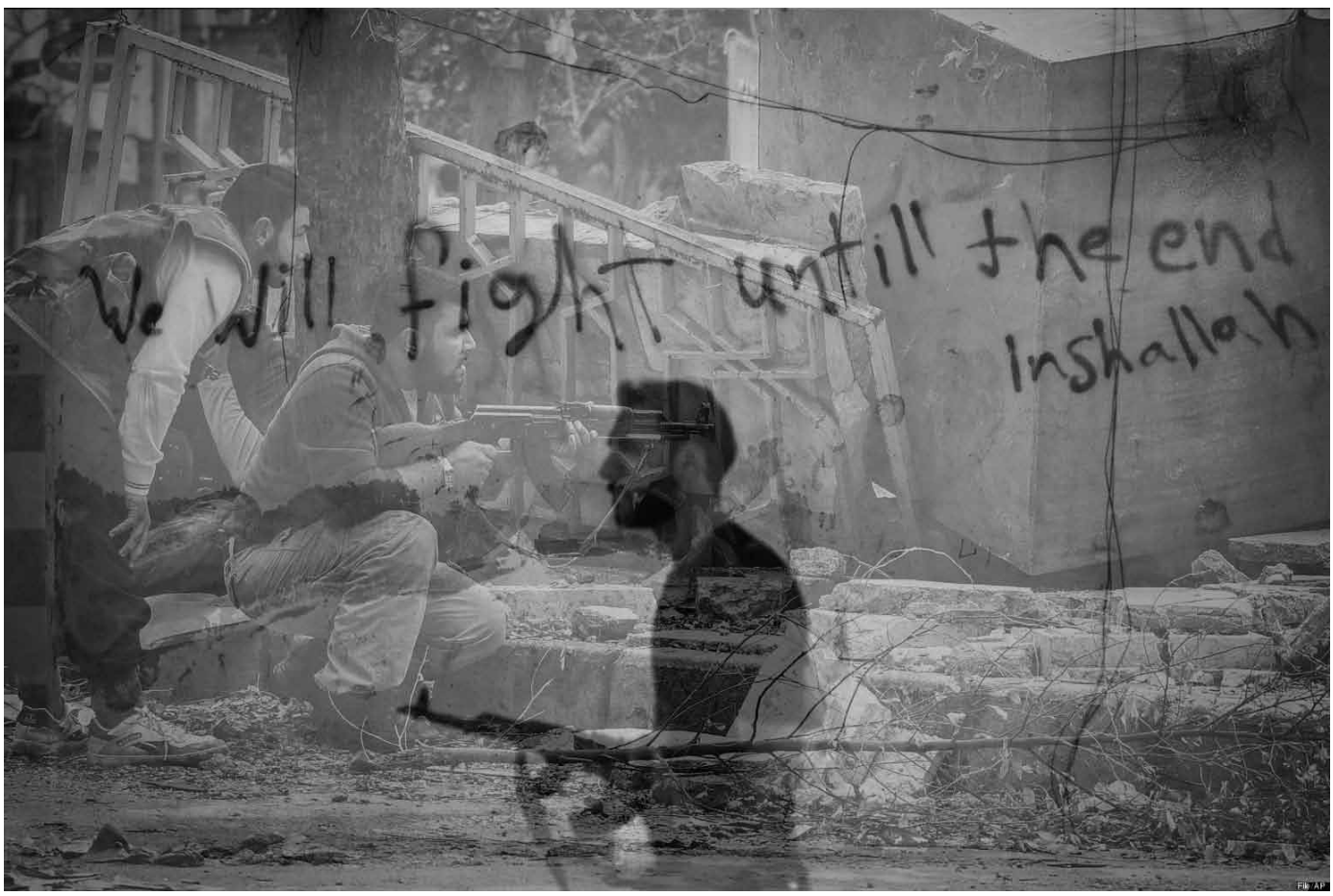
Et maintenant ?

Tout d'abord, nous pensons que l'exemple de cette grève doit être diffusé le plus possible pour montrer que les travailleurs mobilisés peuvent faire taire une grosse multinationale et menacer le gouvernement. Il s'agit d'une victoire pour tous les travailleurs, car elle montre qu'il est possible de se battre jusqu'à arracher des victoires, sans se laisser arrêter par la logique inégale et démobilisatrice des négociations avec les « partenaires sociaux » : l'Etat et les patrons d'un côté, les dirigeants syndicaux de l'autre. Non, c'est la base qui doit décider et personne d'autre ! A présent, pour garantir cette victoire dans le temps, il va falloir continuer à construire la solidarité autour des travailleurs de Swissport et surtout ne pas se reposer sur les promesses d'un patron qui n'a sans doute jamais porté lui-même sa propre valise.

Vive les travailleurs de Swissport !

Entourons la révolution syrienne de solidarité active !

Supplément de mai 2013 de *Courrier International*, une publication de la LIT-QI



La révolution syrienne entame sa troisième année et s'intensifie à l'extrême. Le peuple syrien, qui a pris les armes pour se libérer de la dictature sanguinaire de Bachar Al Assad, continue à faire preuve d'un héroïsme impressionnant et à endurer tous les sacrifices, face à un ennemi qui détient la supériorité militaire et s'est révélé prêt à commettre les crimes les plus odieux, y compris un génocide, afin de conserver le pouvoir.

Le pays se débat dans une sanglante guerre civile. La situation de mort et de destruction est dramatique et ses conséquences vont persister pendant des décennies, comme en témoigne l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, qui situe le nombre de morts depuis le début du conflit armé entre 94 000 et 120 000 personnes. Cette estimation, qui est certainement en dessous de la réalité, comprend 47 387 civils, dont 4788 enfants et 3048 femmes.

A cela s'ajoute le drame de ceux qui ont dû abandonner leur maison à cause du conflit. L'ONU évalue le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays à plus de 4 millions et le nombre de personnes qui ont quitté le pays à plus d'un million et demi. Chaque jour, quelque dix mille personnes, dont la moitié d'enfants, franchissent les frontières de la Syrie. Ces dix dernières semaines, un demi-million de civils sont ainsi partis. Dans cet exode douloureux, il est fréquent que des villages entiers arrivent aux frontières du Liban, de la Jordanie, de la Turquie ou de l'Irak, après plusieurs jours de marche sous les attaques de l'armée fidèle au régime. Et après l'accueil dans ces pays, il s'agit de survivre dans des conditions inhumaines et d'endurer la faim et les intempéries.

Au milieu de cet horrible scénario dû aux crimes d'Al Assad, la révolution et la guerre civile syriennes se développent. Elles sont certainement le fer de lance et l'arène principale dans la continuité de la vague des révolutions qui secouent l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient depuis fin 2010. Quelle est l'évolution de la situation militaire et politique ? Quels sont les problèmes auxquels la révolution est confrontée pour réussir ? Quelles sont les perspectives ? Quelle est la position que les révolutionnaires doivent prendre face à la principale confrontation de la lutte de classes aujourd'hui ?

Une contre-offensive d'Al Assad,avec le Hezbollah comme protagoniste

Depuis quelques mois, le cours de la guerre civile était marqué par une série d'avancées des forces rebelles qui, d'une certaine manière, réduisaient l'énorme différence en termes de puissance militaire.

Cependant, cette situation a commencé à changer au cours des

dernières semaines et, actuellement, une intense contre-offensive de l'armée fidèle au tyran se développe et parvient à reprendre d'importantes positions contrôlées par les rebelles.

La contre-offensive du régime – qui semblait épuisé et qui devait se résigner à une série de défaites ponctuelles – est basée sur un nouvel et très important élément politique et militaire: **l'entrée décisive et sans retenue des combattants du Hezbollah, le parti-milice chiite libanais, dans le camp militaire de la dictature syrienne.**

Ce n'est pas un fait mineur, car il s'agit de l'une des organisations politico-militaires les plus puissantes du Moyen-Orient. En fait, la participation de milliers de combattants du Hezbollah au service du régime syrien s'est avérée qualitative à Homs, un centre de la révolution et la troisième plus grande ville du pays, assiégée en permanence. Sans l'aide du Hezbollah, il aurait pratiquement été impossible à la dictature de reprendre un quartier stratégique comme Wadi Al Sayeh. Le bombardement d'Homs est incessant et infernal et transforme la ville en décombres. Une pluie de missiles fut suivie par des incursions terrestres qui, aux dires des rebelles, étaient dirigées par des combattants du Hezbollah. L'objectif immédiat du régime serait de reprendre le contrôle de la route reliant cette ville à Hama.

Les forces du Hezbollah ont joué également un rôle de premier plan dans les victoires partielles que le régime a obtenues à Damas, où il a reconquis des points de contrôle à Zamalka et a consolidé sa récupération de Gaysa, deux quartiers situés à l'Est de la ville. A partir de ces points de la périphérie, qui ont été âprement défendus par les milices rebelles, le régime peut désormais bloquer des voies importantes d'approvisionnement en armes et en équipements pour l'Armée syrienne libre (ASL).

De cette façon, le Hezbollah – qui s'était adjugé une autorité importante et l'admiration de milliers de militants dans le monde pour avoir mis en échec l'invasion du Liban par Israël en 2006 – joue maintenant un rôle tout à fait contre-révolutionnaire dans la guerre civile en Syrie, en mettant toute son autorité politique et toute sa puissance militaire au service du soutien à la dictature du clan Assad.

Cet élément nous amène à réaffirmer une conclusion : à ce stade de la guerre civile, la dictature se maintient au pouvoir principalement en raison de l'aide extérieure, une aide qu'elle reçoit – on le sait – non seulement du Hezbollah, mais aussi du régime théocratique réactionnaire d'Iran, qui lui fournit des missiles et des spécialistes militaires ; de la Russie, qui lui fournit des armes modernes et des installations antiaériennes, ainsi que tout le soutien diplomatique et le poids de sa base navale à Tartous ; et de pays comme le Venezuela, gouverné par le chavisme et qui fournit une partie du carburant utilisé par l'aviation du régime pour bombarder les rebelles et la population civile.

L'intensification des méthodes génocidaires

Tout ce soutien externe, non négligeable, est complété par une politique d'utilisation accrue de la terreur et de la promotion des massacres de civils par le régime. Il y a quelques semaines, dans la région côtière, berceau de la famille Assad, les troupes de la dictature et ses bandes de shabihas (les tueurs à gages du régime) ont commis d'atroces massacres dans les villes de Banias et de Baydas, dans la province de Tartous, où les mercenaires de Bachar sont allés de maison en maison pour piller, décapiter et violer plus de 150 personnes dans chacune de ces villes, dont beaucoup de femmes et d'enfants.

Dans le cadre de cette dynamique génocidaire, les rebelles dénoncent l'usage par Al Assad d'armes chimiques mortelles, en particulier le gaz sarin, contre les milices et la population civile. Le fait qu'Al Assad dispose d'un des stocks les plus importants d'armes chimiques de la région n'est pas un secret. Il s'agit de rien moins que de mille tonnes de gaz sarin, de gaz moutarde et de l'agent neurotoxique VX, en plus du cyanure, stockés dans au moins 17 endroits différents du pays.

La politique de l'impérialisme...

Ceci étant, voyons maintenant quelle est la politique appliquée par l'impérialisme, dans le cadre, bien entendu, de sa stratégie de vaincre la révolution et de stabiliser le pays et la région. Cette stratégie requiert l'écartement d'Al Assad du pouvoir, avant que les masses insurgées ne le chassent par leur action victorieuse et ne dynamisent encore davantage la situation révolutionnaire dans une région centrale pour les intérêts des grandes puissances.

Les plaintes formelles concernant l'utilisation d'armes chimiques par Al Assad ont créé un climat de pression en faveur d'une intervention militaire américaine en Syrie, étant donné qu'Obama avait annoncé, il y a plusieurs mois, que cet usage serait la « ligne rouge » à ne pas franchir, sous peine d'une action militaire de son gouvernement contre le régime de Damas.

Cependant, la politique de l'impérialisme ne passe pas par une intervention militaire de ses troupes sur le terrain. Non seulement en raison de la crise économique, de l'absence de consensus international et de la force relative de l'armée d'Al Assad (bien supérieure à celle de Kadhafi), mais surtout pour des raisons politiques, qui sont liées à la défaite militaire de l'impérialisme américain en Irak et en Afghanistan – avec ses séquelles au sein de la société américaine elle-même – et à la nécessité de faire preuve de prudence dans une région qui connaît un processus révolutionnaire intense, que les Etats-Unis prétendent contenir.

En ce sens, Obama lui-même fut catégorique en déclarant : « Je ne peux pas m'imaginer un scénario dans lequel la présence de troupes américaines pourrait être utile, ni pour la Syrie, ni pour les Etats-Unis ». Et il ajoutait qu'il n'interviendrait pas au prix de « provoquer le chaos » dans toute la région. S'il n'excluait pas « d'autres actions militaires, moins risquées », il est clair qu'une invasion de troupes sur le terrain ne fait pas partie de ses options actuelles, en raison de son coût politique.

Ce n'est pas dans les plans de l'impérialisme d'armer toutes les milices rebelles à hauteur de leurs besoins (avions, artillerie antiaérienne, tanks, etc.), car il sait qu'il armerait et renforcerait une révolution populaire qui menace ses intérêts. Tout au plus, de l'armement

mineur est acheminé par le Qatar, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe, vers certains secteurs et brigades rebelles, en particulier ceux liés à un islam salafiste, d'après les dénonciations de militants syriens. En réalité, il s'agit des secteurs les plus proches de ces pétromonarchies et qui, bien que maintenant opposés au régime, conçoivent la lutte d'une manière sectaire, confessionnelle et religieuse, entre chiites-alaouites et sunnites, et non comme la lutte du peuple syrien contre la tyrannie du Baath.

Par là, des milices comme le Front Al Nusra – qui a déclaré allégeance à Al-Qaïda et qui serait financé par le Qatar – finissent par faire le jeu de la dictature en créant la division et en éloignant d'autres secteurs ethniques et religieux de la lutte révolutionnaire. Ce n'est donc pas par hasard qu'ils reçoivent plus d'armes et de soutien que les secteurs laïcs, tels que l'ASL, qui éprouvent beaucoup plus de difficultés pour s'approvisionner.

La politique de l'impérialisme pour vaincre la révolution syrienne continue d'être la promotion d'une issue négociée, qui écarte Al Assad du pouvoir (en lui garantissant l'impunité), sauve l'essentiel du régime et obtient la stabilisation du pays et de la région. C'est ce que résume le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, qui veut *« que toutes les parties se mettent autour de la table afin d'être en mesure de mettre en place un gouvernement de transition avec le consentement des deux parties, ce qui signifie clairement, à notre avis, que le président Al Assad n'en fera pas partie »*.

Des diplomates américains ont rencontrés à cet effet le président russe Vladimir Poutine et, plus tard, le Premier ministre britannique David Cameron. L'approche convenue est de réaliser une « conférence de paix » sur la Syrie au début du mois de juin prochain, où il s'agit – selon les déclarations d'Obama – de *« rassembler des membres du régime et de l'opposition à Genève pour parvenir à un accord sur un gouvernement de transition qui pourra assumer le pouvoir après [le départ de Bachar Al] Assad »*.

… et les attaques d'Israël

C'est dans le cadre de cette politique qu'il faut situer, selon nous, les récentes frappes aériennes d'Israël contre des installations militaires syriennes. Tout d'abord, une telle agression sioniste ne peut mériter que notre condamnation et notre opposition les plus catégoriques.

Il est également important de noter que, bien que ces attaques affaiblissent quelque peu le potentiel militaire d'Al Assad, elles ne peuvent être considérées par les combattants syriens comme une « aide » à la cause révolutionnaire, car Israël est parmi les plus intéressés à vaincre la révolution, non seulement en Syrie mais dans toute la région.

D'autre part, ces faits ne peuvent pas ranger Al Assad parmi les combattants antisionistes à défendre, comme lui-même et la majorité de la gauche le prétendent, car cela fait 40 ans qu'il n'a rien fait, pas le moindre coup de fusil, contre Israël pour récupérer le plateau du Golan – un territoire syrien occupé par les sionistes en 1967 – ; et il ne songe pas non plus à le faire maintenant.

Le Conseil militaire révolutionnaire de Damas, une organisation rebelle majeure, a déclaré : *« Nous soulignons que notre lutte contre le régime d'Al Assad ne nous a pas fait oublier notre plus grand ennemi, Israël, et nous ne l'oublierons pas. [...] C'est de ce point de vue que nous condamnons sans équivoque la récente agression israélienne sur le sol syrien, et nous la considérons comme une violation de la souveraineté de notre pays, la Syrie. Et jusqu'à ce que l'armée syrienne devienne de nouveau patriotique après le renversement de la mafia d'Assad, nous répondrons par des actions à toute attaque israélienne, et pas seulement avec des mots, comme c'est habituellement le cas du régime d'Al Assad, sans aucune action conséquente. »*

En ce sens, il nous semble qu'une analyse des motifs des attaques sionistes serait superficielle si elle se limitait à l'envoi supposé d'armes sophistiquées (des missiles iraniens) par Al Assad au Hezbollah, comme le prétendent Israël et la presse internationale. D'autant plus qu'il est difficile de croire qu'au milieu d'une guerre civile, qui est une question de vie ou de mort pour le régime, ce dernier se dépouille d'armes de ce type, alors qu'il en a besoin dans le pays.

En réfléchissant un peu mieux à la question, on voit qu'il est possible que les attaques ciblées d'Israël (qui n'a d'ailleurs aucun intérêt à une guerre avec le régime d'Al Assad) soient au service de la politique générale de l'impérialisme, qui consiste à forcer le régime à négocier une transition. Ce serait un « ne bougez pas ! » à l'adresse d'Al Assad, surtout à un moment où celui-ci, enhardi par ses avancées militaires et le soutien matériel de ses alliés extérieurs, refuse de s'asseoir pour négocier et ne pense même pas assister à la soi-disant « conférence de paix ».

Bref, l'impérialisme, incapable d'intervenir militairement, joue un jeu dans lequel il se met du côté de l'opposition au régime, en particulier de la Coalition nationale syrienne, une opposition fort modérée. Toutefois, d'un côté, il impose des conditions aux autorités de cette Coalition en même temps qu'il refuse d'armer les rebelles pour renverser Al Assad, et de l'autre, il ne peut pas non plus se permettre que la dictature écrase militairement les rebelles. Il s'en suit un équilibre fragile qui pointe vers une usure générale pour forcer un règlement négocié. A cet effet, l'impérialisme a fait usage de la force militaire de son enclave dans la région, Israël, pour montrer à Al Assad et à sa garde prétorienne que la meilleure solution au conflit serait de suivre le chemin tracé par les Etats-Unis et ses alliés : un accord au sommet pour empêcher une victoire révolutionnaire des masses syriennes.

Faisons tout pour la victoire de la révolution ! Participons à la Journée mondiale de solidarité avec la Révolution syrienne !

Au moment où le régime d'Al Assad lance une brutale contre-offensive, avec la collaboration du Hezbollah, avec les armes et les conseillers militaires d'Iran et de Russie – une contre-offensive sur la base d'actions génocidaires contre le peuple syrien, telles que les massacres atroces et l'utilisation de gaz toxiques –, nous réitérons **qu'il n'y a pas de tâche plus urgente que celle d'entourer la révolution syrienne de tout soutien et de solidarité active.**

Syrie : Entourons la révolution syrienne de solidarité active

Combat de rue en Bab al-Nasr, dans la ville d'Aleppo

Il s'agit, actuellement, du principal conflit entre la révolution et la contre-révolution mondiales. Une victoire ou une défaite en Syrie aurait un impact très fort dans la région du Moyen-Orient et dans le monde. Cette bataille n'est pas lointaine, sans rapport avec la réalité des autres pays. Elle fait partie d'une lutte globale des opprimés contre les oppresseurs.

Toutefois, malheureusement, et contrairement à ce qui s'est passé en Egypte ou en Tunisie, la révolution syrienne (tout comme la révolution libyenne en son temps) reste isolée, car la majorité de la gauche mondiale (sous la houlette du castro-chavisme) se met, de façon criminelle, du côté du dictateur et contre les masses qui le remettent en question. Pour justifier ce crime politique, ils utilisent comme argument fallacieux le fait que ces dictateurs sanguinaires seraient des dirigeants « anti-impérialistes » et « antisionistes », victimes d'une « conspiration internationale », alors que la vérité, c'est qu'ils se sont inclinés pendant des décennies devant l'impérialisme et lui ont tout bradé, et qu'actuellement ils font face (où faisaient face, dans le cas de Kadhafi) à la lutte de leurs peuples, qu'ils ont toujours opprimés et réprimés de manière brutale.

Compte tenu de cette trahison de la majorité de la gauche, il est impératif de briser l'isolement politique et militaire qui affecte la révolution syrienne en exprimant un soutien inconditionnel à la lutte du peuple pour renverser la dictature meurtrière d'Al Assad.

Nous, la LIT-QI, nous exprimons un soutien inconditionnel à la révolution syrienne, qui que ce soit qui la dirige, comme nous le faisons depuis le début de la révolution. Et nous soutenons que le mot d'ordre central des militants et des combattants honnêtes et de gauche doit être, plus que jamais : **A bas Al Assad ! NON à l'intervention impérialiste et sioniste ! Tout soutien pour le triomphe de la révolution !**

En ce sens, il est nécessaire d'exiger de tous les gouvernements du monde – en commençant par les pays de la région qui font partie de la révolution, comme l'Egypte, la Tunisie et la Libye – de rompre les relations diplomatiques et commerciales avec la dictature d'Al Assad et d'envoyer des avions, des chars et des armes lourdes, des médicaments, de la nourriture et toutes sortes de matériaux de support, pour être utilisés sous le contrôle des milices rebelles afin que celles-ci puissent vaincre et mettre fin à ce régime, un régime qui opprime le peuple syrien et qui a démontré qu'il était un fidèle gardien des intérêts d'Israël et des Etats-Unis.

En ce sens, nous sommes contre l'embargo criminel sur les armes pour les combattants rebelles en Syrie, imposé par l'Union européenne et l'ONU.

Il y a urgence pour organiser une vaste campagne internationale, aussi large que possible, de soutien à la révolution syrienne. Dans cette perspective, une journée mondiale de solidarité avec la Révolution syrienne s'organise pour le 31 mai, convoquée par le Mouvement mondial de Solidarité, un réseau de militants dans plusieurs pays. L'idée est de promouvoir à cette date toutes sortes d'actions – des marches, des rassemblements face aux ambassades d'Al Assad, des événements culturels, des débats, etc. – afin d'ouvrir le débat sur la nécessité de soutenir la révolution syrienne et de recueillir un soutien matériel pour ses combattants.

C'est le chemin à suivre, à notre avis, par les organisations socialistes révolutionnaires et pour toute organisation qui défend les libertés démocratiques, la liberté d'organisation et d'expression et la lutte contre les tyrannies dans le monde. C'est le chemin de la solidarité active, militante et internationaliste, avec les luttes et les révolutions des peuples contre leurs gouvernements et contre l'impérialisme. Le peuple syrien, ses combattants et ses milices populaires, ne peuvent pas se sentir abandonnés par la gauche internationale et penser que la « gauche » serait aux côtés des dictateurs, à cause du rôle néfaste du castro-chavisme et du stalinisme dans toutes ses variantes. Il est nécessaire que la gauche mondiale et l'ensemble du mouvement syndical, social, populaire, étudiant et des Droits de l'homme prennent une position claire en faveur de la victoire militaire rebelle et s'unissent pour faire tout ce qui est nécessaire pour aider la révolution syrienne à vaincre.

La LIT-QI s'engage, modestement mais avec beaucoup de conviction, dans cette tâche. Nous luttons pour que le peuple syrien renverse la dictature d'Al Assad, avec ses armes et sa mobilisation. Ce serait une grande victoire révolutionnaire pour les Syriens et pour tous les peuples du monde, et une puissante impulsion à l'avancement de la révolution socialiste. La révolution syrienne doit triompher, et elle ne peut pas s'arrêter avec la chute du tyran ; elle doit avancer vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le peuple syriens, initiant ainsi la construction d'une Syrie socialiste, dans le cadre de la lutte pour une Fédération de Républiques socialistes du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord.

Grèce :
Une alternative syndicale : les collectifs unitaires de base

A l'occasion de la Rencontre syndicale internationale de Paris, nous avons interviewé une militante grecque, Dina Reppa, enseignante primaire, syndicaliste et membre de l'organisation politique Antarsya. En voici quelques extraits.

La situation est catastrophique...

En Grèce, on ne discute plus sur les mesures d'austérité. On est en plein dedans. C'est ce qui se passe au quotidien. Les mesures votées sont terrifiantes : la baisse des salaires est énorme, mais aussi les changements dans les conditions et les relations de travail. Par exemple, les conventions collectives de travail sont en train de disparaître, alors qu'elles ont été très importantes en Grèce. Il y a 1,5 millions de chômeurs en Grèce et plus de 40 % des travailleurs du secteur public ne sont plus payés depuis cinq mois ! De nombreuses familles de cinq à six membres, où tous au chômage, n'arrivent pas plus à payer l'électricité. Chacun doit chercher comment survivre. La santé et l'éducation publiques sont pratiquement détruites. Par cette dégradation, le gouvernement essaye d'ouvrir ces secteurs à la spéculation capitaliste. Après les migrants, les femmes sont les plus touchées par la crise : 70 % des personnes au chômage sont des femmes.

Une deuxième chose est l'attaque aux droits démocratiques, à différents niveaux. Un des problèmes majeurs se situe au niveau de la migration, où la répression est omniprésente avec les « ratonnades » de policiers qui passent à tabac les migrants et les illégaux, qui sont ensuite encore tabassés par des groupes de fachos. En ce qui concerne les travailleurs, toute grève qui dépasse les 24 h est jugée illégale ; des travailleurs sont réquisitionnés après seulement quelques heures de grève et doivent obligatoirement y aller... Tout cela est mis en place par la démocratie bourgeoise, qui sabote elle-même les institutions démocratiques existantes.

Une réponse syndicale alternative

Une des caractéristiques du syndicalisme grec est qu'il n'a jamais été unifié. Le secteur le plus imposant est le syndicalisme bureaucratique, qui est complètement en accord avec le noyau dur de la philosophie votée, c'est-à-dire l'austérité. En Grèce, on n'utilise pas tant le terme « bureaucratie », on préfère parler de syndicalisme d'Etat : sa vision est celle d'appuyer la mise en place des réformes d'austérité. C'est le premier grand problème.

Certains syndicalistes essayent de se libérer de ce syndicalisme officiel et bureaucratique. Ils ont constitué, à l'intérieur des syndicats, des Collectifs Unitaires de Base (CUB), principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation ainsi que dans les municipalités. Depuis quatre ans, une coordination nationale de ces syndicats de base s'est mise en place ; c'est un premier pas vers la réorganisation syndicale de la classe travailleuse. Avec d'autres initiatives semblables, nous essayons de construire une coordination officielle de syndicats de base pour avoir une reconnaissance juridique, mais ce n'est pas encore gagné.

Face à la situation du pays, nos positions sont claires : contre l'austérité, contre l'Union Européenne, l'euro et le gouvernement. Certains syndicats revendiquent aussi la nationalisation des banques et la suppression de la dette odieuse, ainsi que la mise sous contrôle ouvrier des entreprises qui ferment, sans indemnisation des patrons.

Que faire contre la bureaucratie ?

Le problème est très complexe. Dans chaque syndicat de base, nous nous basons sur la démocratie directe, en prenant les décisions en assemblées générales. Puis nous nous organisons avec les autres syndicats qui ont aussi des délégués pour défendre ces positions face à la bureaucratie. Le problème central pour ces groupes de base est celui d'affronter la bureaucratie. Celle-ci appelle à des grèves et à des manifestations différentes, mais aux mêmes heures et aux mêmes dates que celles appelées par les syndicats de base. Malgré cela, la conscience des ouvriers grandit et le monde du travail commence à tourner le dos à la bureaucratie. Mais la seule manière légale de déclarer une grève, c'est via les syndicats. C'est pour cela que la coordination de base essaye d'avoir une personnalité juridique pour résoudre ce problème. Pour le moment, il faut cohabiter avec la bureaucratie pour faire pression depuis l'intérieur des syndicats. Il y a aujourd'hui une crise du mouvement syndical, liée aussi à la démoralisation, c'est vrai, car l'attaque contre les travailleurs est virulente depuis trois ou quatre ans.

Le lien avec Antarsya ?

Antarsya est un front politique de plusieurs organisations de gauche qui, depuis quatre ans, essaye de mener les luttes contre le gouvernement et pour une issue anticapitaliste à la crise. Il dit clairement que les travailleurs ne doivent pas attendre que le capital fasse marche arrière. On veut briser cette illusion : il n'y a pas d'issue positive pour les travailleurs avec le capitalisme, il n'y en a jamais eu. On met donc l'accent sur le fait qu'on ne peut pas revenir en arrière. On essaye aussi de lutter, au niveau des bases syndicales, contre la démoralisation et l'idée qu'on ne peut rien faire contre ces mesures.

Rencontre Internationale du Syndicalisme Alternatif:

Le Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes est né !

A Paris, dans la grande salle de la Bourse du Travail de Saint-Denis, s'est tenue la Rencontre internationale du syndicalisme alternatif, les 22, 23 et 24 mars derniers. « L'événement a réuni 60 délégations (200 personnes) d'origine diverse, venant de plus de 33 pays d'Europe, d'Amérique du Nord, Centrale et Latine, d'Asie, d'Indonésie, d'Afrique et du Maghreb, et cela, ce fut une victoire en soi. Notre premier point commun est de vouloir organiser les luttes des travailleurs contre la crise et les plans impérialistes, et, dans ce processus, discuter de la conception du syndicalisme dont les travailleurs ont besoin aujourd'hui. La Rencontre marqua la consolidation du projet de construire une alternative syndicale : un pas en avant dans la construction d'une relation de confiance et dans des propositions de continuité », nous commente Dirceu Travesso, syndicaliste brésilien, dirigeant de CSP-Conlutas et coorganisateur de ce réseau international.

Qu'est-ce que le syndicalisme alternatif ?

La Déclaration finale exprime les principes généraux qui motivent la convergence de ces organisations et le type de syndicalisme qu'elles défendent. Le syndicalisme alternatif est un syndicalisme qui opte pour la confrontation avec les gouvernements, et non la concertation et les pactes sociaux. C'est un syndicalisme qui vise une transformation profonde de la société avec une perspective anticapitaliste : en ce sens, la lutte est la seule voie. Contrairement aux syndicats bureaucratiques, les syndicats alternatifs défendent activement les principes de démocratie ouvrière et d'indépendance vis-à-vis des gouvernements, du patronat et des partis bourgeois. C'est un syndicalisme qui lutte contre toutes les formes d'oppression et qui promeut la solidarité internationale de classe. Ce nouveau réseau réunit des organisations, des tendances et des courants syndicaux d'origine très diverse, liés ou non à des courants politiques, mais qui mènent un combat commun contre les gouvernements et leurs plans d'austérité, tout en réfléchissant sur l'organisation des travailleurs, des secteurs populaires et de la jeunesse dont nous avons besoin pour gagner.

Les résolutions

Deux résolutions importantes synthétisent le processus de coordination entre les organisations du syndicalisme alternatif présentes à la rencontre. Premièrement, la Déclaration finale constitue le Réseau. Elle reste ouverte à l'adhésion de nouvelles organisations prêtent à s'engager dans la coordination de l'action.

La seconde résolution est un manifeste commun pour le 1er mai, jour international de lutte des travailleurs, qui synthétise le programme nécessaire pour faire face aux effets de la crise économique. Il fut distribué ce jour-là dans les nombreux pays où les organisations impliquées sont actives. Ce programme défend la suspension du paiement de la dette publique, la protection de la sécurité sociale, des services sociaux, de l'emploi et des autres droits sociaux, la nationalisation du système financier, l'internationalisation des luttes et le rejet de tous les gouvernements qui mettent en œuvre des plans d'austérité contre les travailleurs et les peuples du monde entier. Ce manifeste défend également le droit à l'autodétermination des peuples, en particulier la lutte palestinienne et celle du peuple sahraoui (Sahara Occidental), le rejet de toutes les formes d'oppression et la défense des droits des jeunes.

Les campagnes

La rencontre a également permis de faire un pas en avant dans l'organisation de luttes communes, en définissant quatre axes de campagne pour la prochaine période :

1) Construire l'unification des luttes contre la crise et ses conséquences (licenciements, précarisation, attaques sur les services publics, etc.).

Dirceu Travesso de CSP CONLUTAS

2) Défendre les libertés syndicales, notamment pour le syndicalisme autonome dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, et la lutte contre la criminalisation des mouvements sociaux et la répression syndicale.

3) Développer une action de solidarité internationale pour le droit à l'auto-détermination des peuples, en particulier envers le peuple palestinien mais aussi sahraoui, ainsi que contre l'occupation militaire d'Haïti.

4) Lutter pour l'égalité de droits, avec comme axe central la lutte contre l'oppression des femmes.

De plus, il est prévu d'étendre le travail international mené dans les secteurs professionnels (transport, éducation, centres d'appels, industrie, commerce, santé, etc.) ainsi que sur des questions interprofessionnelles (droit des femmes, immigration, logement, écologie, santé et travail, etc.). Plusieurs de ces secteurs se sont réunis entre eux pendant la rencontre et un travail commun est déjà en train de se mettre en place. Les organisations syndicales qui convoquèrent la rencontre, CSP-Conlutas (Brésil), Solidaires (France) et CGT (Espagne), en assurent l'organisation. Ces organisations forment une Coordination qui se réunira tous les six mois.

Enfin, il est prévu de mettre sur pied les moyens matériels nécessaires à la réussite des projets du Réseau : site web, liste d'échanges par mail, etc.

Appel de Charleroi :

Vers une alternative des travailleurs contre la casse sociale

Ce 23 mai, les sénateurs belges ont approuvé le TSCG, ou Pacte budgétaire européen, quasiment à l'unanimité. Ce texte vise à réduire fortement la dette publique et le déficit budgétaire des Etats, avec des sanctions de plusieurs millions d'euros à la clé. Les objectifs à atteindre devraient être inscrits dans la Constitution, dans une tentative de sceller l'austérité dans le marbre. Ces mesures cumulées représenteraient plus de 42 milliards d'économie d'ici 2015 (chiffre de décembre 2011). Si elles sont appliquées par le gouvernement, elles signifieront clairement des attaques brutales au niveau de vie des travailleurs et de la population.

Pour faire reculer l'austérité, il est nécessaire d'affronter la force de ces partis néolibéraux, unis au pouvoir, avec une alternative de gauche ! C'est pourquoi nous saluons l'Appel lancé par toutes les centrales de la régionale de Charleroi de la FGTB et par la CNE Hainaut. Ces dirigeants syndicaux proposent au PTB, au MG, aux socialistes et écologistes adversaires de l'austérité ainsi qu'aux autres formations de la gauche radicale, de construire une large coalition de gauche pour affronter les plans d'austérité du gouvernement PS et du système qui les ont engendré : le capitalisme.

Le meeting qui s'est tenu à Charleroi le 27 avril a reçu la participation d'environ 400 personnes, parmi lesquelles des militants associatifs et des délégués syndicaux de différents secteurs – industrie, enseignement, fonction publique,... – du Hainaut, de Wallonie, de Bruxelles et même de Flandres. Le meeting s'est déroulé dans un grand enthousiasme. Pour la première fois, les partis de gauche étaient confrontés aux travailleurs, venus expliquer l'impact des politiques austéritaires sur leur secteur et exprimer leurs attentes quant aux perspectives à donner à l'Appel. Beaucoup de participants prirent la parole dans les ateliers, qui furent bien courts au vu de la richesse des discussions. La conclusion est forte : la gauche doit réinvestir tous les terrains politiques, en particulier celui de la lutte de classes, souvent abandonné par les organisations syndicales elles-mêmes. Tout en continuant à élargir le soutien à l'Appel parmi les travailleurs, le Comité

Les participants du meeting du 27 avril chantent l'Internationale à la fin des débats

de soutien a la responsabilité d'établir un plan d'actions et un programme anticapitaliste en vue des élections de 2014.

Les partis de gauche regroupés dans le Comité de soutien peuvent effectivement être le moteur d'une telle initiative : ils sont indépendants du PS et d'Ecolo, du gouvernement et de tout secteur patronal. Le succès du meeting a démontré que de nombreux militants syndicaux et associatifs comprennent la nécessité de construire une alternative ouvrière et populaire, qui défende haut et fort les revendications des travailleurs et qui œuvre pour une issue ouvrière et socialiste à la crise. La première mesure pour stopper l'hémorragie doit être la suspension du paiement de la dette. Sans conserver les 40 à 45 milliards d'euros qui, chaque année, sortent de la poche de ceux qui travaillent pour aller directement payer les intérêts de la dette des banquiers français et allemands, des multinationales, des grosses fortunes et des fonds spéculatifs, il est impossible de créer de l'emploi ni d'en finir avec le blocage des salaires et les coupes dans les allocations sociales et les services publics.

Dans les pages du journal Solidaire, Antonio Cocciolo, leader des métallos Hainaut-Namur, appelait les partis à « être proches des délégations des travailleurs ». « Il faut élargir cette initiative à tous nos délégués », disait Carlo Briscolini, secrétaire régional de la Centrale Générale. Voilà le chemin à suivre ! Loin de discuter à huit-clos, le Comité de soutien doit faire un appel à tous les délégués et activistes combatifs, chaque fois plus découragés par la politique du PS et d'Ecolo, pour qu'ils lancent à leur tour des comités de soutien à l'Appel et qu'ils se mettent à la tête de cette tâche de construire une alternative politique à l'austérité et au capitalisme, tant sur le terrain de la mobilisation que sur celui des élections. Grâce aux organisations syndicales à l'initiative du meeting, nous pouvons impulser un large débat dans les assemblées syndicales et étudiantes, dans les lieux de travail et d'étude, à Charleroi comme ailleurs, afin de discuter de la situation politique du pays, d'expliquer pourquoi il est nécessaire de construire une alternative de gauche, quelles devraient être ses principales revendications, et d'élire ainsi les camarades les plus représentatifs pour se porter candidat.

Une tel front des travailleurs et de la gauche doit avoir le centre de son activité dans les entreprises, les usines, les écoles,... C'est là, aux côtés des secteurs les plus opprimés et exploités de la classe travailleuse, en soutien à leur lutte quotidienne, que nous pouvons construire le rapport de force nécessaire pour combattre les plans d'austérité, y compris dans l'arène électorale, et faire payer la crise à ceux qui l'ont provoqué.

La LCT réitère sa volonté de mettre toutes ses forces pour avancer vers cette alternative politique réellement opposée à l'austérité et à la corruption des partis traditionnels. Cette alternative, la classe travailleuse doit la construire.